1868

N° 345

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato cent. 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		» 52	27	15

FIRENZE, Sabato 19 Dicembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4744 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge 27 ottobre 1860, n° 4380, colla quale fu fatta facoltà al Governo del Re di pubblicare nelle provincie dell'Emilia le leggi correlative e necessarie all'uniforme e compiuta esecuzione del Codice di procedura civile, e della legge sull'ordinamento giudiziario;

Visti gli articoli 1 e 4 del R. decreto 5 dicembre 1860, n° 4462, coi quali, mandandosi pubblicare nelle provincie suddette la legge sulla professione di procuratore del 17 aprile 1859, n° 3368, si fissò al 1° gennaio 1863 il termine ai procuratori esercenti per prestare la malleveria prescritta;

Visti i decreti 31 ottobre 1860 del R. commissario straordinario delle Marche, 5 novembre e 19 dicembre 1860 del Regio commissario straordinario dell'Umbria, ed il Regio decreto 16 gennaio 1861, n° 4587, coi quali le disposizioni sopra riferite della legge 27 ottobre 1860, n° 4380, e del decreto 5 dicembre stesso anno, n° 4462, furono estese anche alle provincie delle Marche e dell'Umbria;

Visti i RR. decreti 14 dicembre 1862, n° 1027, 21 giugno 1863, n° 1322, 11 gennaio 1865, n° 2130, 6 gennaio 1866, n° 2769, 6 dicembre 1866, n° 3373, e 5 dicembre 1867, n° 4078, coi quali il termine come sopra assegnato ai procuratori esercenti nelle provincie anzidette, per prestare la malleveria, venne successivamente protratto a tutto il corrente anno 1868;

Sulla proposta del Nostro guardasigilli ministro di grazia e giustizia e dei culti;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il termine fissato dall'articolo 4 del R. decreto 5 dicembre 1860, n° 4462, ai procuratori esercenti nelle provincie dell'Emilia, delle Marche e dell'Umbria, per prestare la malleveria prescritta, prorogato coi RR. decreti 14 dicembre 1862, n° 1027, 21 giugno 1863, n° 1322, 11 gennaio 1865, n° 2130, 6 gennaio 1866, n° 2769, 6 dicembre 1866, n° 3373, e 5 dicembre 1867, n° 4078, è protratto a tutto il prossimo anno 1869.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze il 13 dicembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

DE FILIPPO.

RÈGLEMENT *de service international destiné à compléter les dispositions de la Convention télégraphique de Paris.*

(Continuazione e fine — Vedi i n. 343 e 344)

SIGNAUX DE L'APPAREIL HUGHES.

Lettres:

a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, p, q, r, s, t, u, v, w, x, y, z.

Chiffres:

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point, virgule, point virgule, deux points, point d'interrogation, point d'exclamation, apostrophe, croix +, trait d'union, e accentué, barre de fraction /, double trait =, parenthèse de gauche (, parenthèse de droite), &, guillemet ».

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (Exemple: —— dépêche télégraphique ——) et soulignés à la main par l'employé d'arrivée.

Indication de service:

Dépêches d'Etat S;
» de service A;
» privées P;

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre: le blanc et l'N répétés alternativement;

Pour régler le synchronisme et demander dans ce but la répétition prolongée du même signe, une combinaison composée du blanc, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire;

Pour demander ou faciliter le réglage de l'électro-aimant, une combinaison formée des quatre signaux suivants: le blanc, l'I, l'N et le T, répétée autant de fois qu'il est nécessaire;

Pour *donner attente*: la combinasion ATT suivie de la durée probable de l'attente;

Pour indiquer une erreur: deux ou trois N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation;

Pour interrompre la transmission du bureau correspondant: deux ou trois lettres quelconques convenablement espacées.

2. La signature n'est pas transmise dans les dépêches de service; l'adresse de ces dépêches affecte la forme suivante:

Paris de Saint-Pétersbourg. — Service.

Directeur général à Directeur général.

3. Quand il s'agit de communications échangées entre bureaux, au sujet des incidents de la transmission, on donne simplement:

Paris de Saint-Pétersbourg. — Service.

(Sans autre indication).

4. L'adresse des dépêches privées doit toujours être telle que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches, ni demandes de renseignements.

5. Elle doit comprendre, pour les grandes villes, la mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, celle de la profession du destinataire ou autres analogues.

6. Pour les petites villes même, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

7. La mention du pays, dans lequel est située la résidence du destinataire, est obligatoire, sauf les cas où cette résidence est une capitale ou une ville importante; elle est comprise dans le nombre des mots soumis à la taxe.

8. Les dépêches dont l'adresse ne contient pas ces renseignements doivent néanmoins être transmises.

9. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

10. L'adresse des dépêches à transporter audelà des lignes télégraphiques est formulée ainsi qu'il suit:

« M. Müller, Stéglitz exprès (ou poste) Berlin » le nom du bureau télégraphique d'arrivée étant exprimé le dernier.

11. L'adresse des dépêches à destination des navires en mer doit comprendre, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité.

VII.

(Art. 11 de la Convention).

1. Les dépêche d'Etat ou de service ne sont pas comptées dans l'ordre alternatif des dépêches privées, transmises par l'appareil Morse.

2. La transmission des dépêches échangées par l'appareil Hughes s'effectue par séries alternatives. La série est limitée à cinq dépêches, de quelque nature qu'elles soient, d'Etat, de service ou privées. Ces cinq dépêches sont considérées comme formant une seule transmission qui ne doit être interrompue que dans les cas d'urgence exceptionnelle. Toute dépêche de cent mots ou au-dessus est considérée comme formant une seule série.

3. Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel.

4. Le bureau appelé doit répondre immédiatement en donnant son *indicatif*, et s'il est empêché de recevoir, le *signal d'attente*, suivi d'un chiffre indiquant la durée probable de l'attente. Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

5. Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu, sans autre signal, l'indicatif du bureau qui répond, il transmet dans l'ordre suivant les indications de service constituant le préambule de la dépêche:

a) Nature de la dépêche, au moyen d'une des lettres S, A, quand c'est une dépêche d'Etat ou de service;

b) Bureau de destination (*);

c) Bureau d'origine précédé de la particule de (Exemple: Paris de Bruxelles);

d) Numéro de la dépêche;

e) Nombre de mots. (Dans les dépêches chiffrées, on indique: 1° le nombre total de mots qui sert de base à la taxe, et 2°, s'il y a lieu, le nombre des mots écrits en langage ordinaire);

f) Dépôt de la dépêche (par trois nombres, date, heure et minute, avec l'indication *m* ou *s*, matin ou soir);

g) Voie à suivre (quand elle n'est pas la moins coûteuse);

h) Autres indications éventuelles (dépêche recommandée, accusé de réception, réponse payée, dépêche sémaphorique, nombre des adresses, à faire suivre).

6. Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les dépêches qu'on lui annonce, quelle qu'en soit la destination.

7. On ne doit ni refuser, ni retarder une dépêche si les indications de service ne sont pas régulières. Il faut la recevoir et puis en demander au besoin la régularisation au bureau d'origine par une dépêche de service, conformément à l'art. IX ci-après.

8. A la suite du préambule spécifié ci-dessus, on télégraphie successivement l'adresse, le texte et la signature de la dépêche. A l'appareil Morse, l'on termine par le signal de *fin de la transmission*. Dans les dépêches transmises par l'appareil Hughes, un double trait = est placé entre le préambule et l'adresse, entre l'adresse et le texte, et entre le texte et la signature.

9. Si l'employé qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il doit s'interrompre par le signal *d'erreur*, répéter le dernier mot bien transmis, et continuer, à partir de là, la transmission rectifiée.

10. De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, doit interrompre son correspondant par le même signal, et répéter le dernier mot compris, en le faisant suivre d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot, en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

11. Hormis les cas déterminés de concert par les diverses administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant le texte d'une dépêche, ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Toute dépêche doit être transmise telle que l'expéditeur l'a écrite et d'après sa minute, sauf le cas prévu au 3° paragraphe de l'art 37 de la convention.

12. Aussitôt après la transmission, l'employé qui a reçu compare, pour chaque dépêche, le nombre de mots transmis au nombre annoncé, et, s'il y a une différence, la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre des mots, il répond *admis*; sinon, il répète la première lettre de chaque mot jusqu'au passage omis, qu'il rétablit.

13. Toute dépêche donne lieu à un collationnement partiel non taxé, sauf les dépêches recommandées qui sont collationnées intégralement.

14. Le collationnement se fait à la fin de la transmission de la dépêche.

15. A l'appareil Morse, le collationnement est donné par l'employé qui a reçu et immédiatement après la vérification du compte des mots; le collationnement partiel comprend les noms propres, les nombres (à l'exception du millésime) et les mots douteux ou peu connus. L'employé qui a reçu peut d'ailleurs étendre ce collationnement et répéter la dépêche intégralement, s'il le juge indispensable, pour mettre sa responsabilité à couvert. De même, l'employé qui a transmis peut exiger la répétition intégrale de la dépêche.

16. Dans la répétition des nombres suivis de fractions, ou des fractions dont le numérateur est formé de deux chiffres ou plus, on doit répéter, en toutes lettres, le numérateur de la fraction, afin d'éviter toute confusion. Ainsi, pour 1 $^{1}/_{16}$, il faut répéter 1 $^{un}/_{16}$, afin qu'on ne lise pas $^{11}/_{16}$; pour $^{13}/_{4}$, il faut répéter $^{treize}/_{4}$, afin qu'on ne lise pas 1 $^{3}/_{4}$.

17. La répétition ne peut être retardée ou interrompue sous aucun prétexte. Lorsqu'elle est achevée et la dépêche reconnue parfaitement exacte, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis le signal de *réception terminée*, lequel est immédiatement répété par le correspondant.

18. A l'appareil Hughes, le collationnement est donné après chaque dépêche par l'employé qui a transmis. Le collationnement partiel ne comprend que les nombres et les lettres isolées.

19. Après la transmission de la série, les bureau d'arrivée accuse réception du nombre des dépêches reçues, en distinguant le dépêches officielles ou de service des dépêches privées. Cet accusé de réception prend la forme suivante: De P. (Paris, indicatif de la station qui a transmis) reçu cinq — ou de B. (Berlin) reçu cinq, dont deux S ou A.

20. L'échange des rectifications s'effectue après la transmission de chaque série suivant la formule: En N° .... lire, etc.

21. Les rectifications relatives à des dépêches d'une série précédemment transmises sont faites par avis de service adressés aux bureaux de destination. Ces avis rappellent le nom et l'adresse des destinataires.

22 Les demandes de renseignements qui se produisent dans les mêmes conditions font également l'objet d'un avis de service.

23. Dans les deux systèmes d'appareil, la transmission de la dépêche ou de la série terminée, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour, s'il a une dépêche; sinon, l'autre continue. Si de part et d'autre il n'y a rien à transmettre, les deux bureaux se donnent réciproquement le signal *zéro*.

24. S'il arrive que, par suite d'interruptions ou par une autre cause quelconque, on ne puisse recevoir la répétition, cette circonstance n'empêche pas la remise de la dépêche au destinataire.

25. Les dépêches provenant d'un navire en mer sont transmises à destination en signaux du code commercial, lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

26. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, les dépêches sont traduites en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmises à destination.

VIII.

(Art. 12 de la Convention).

1. Entre deux bureaux d'Etats différents communiquant par un fil direct, la clôture est donnée par celui qui appartient à l'Etat dont la capitale a la position la plus occidentale.

2. Cette règle s'applique à la clôture des procès-verbaux et à la division des séances dans les bureaux à service permanent.

IX.

1. L'indication de la voie à suivre, lorsqu'elle est comprise dans les mots taxés, doit être inscrite et transmise après l'adresse.

(Art. 13 de la Convention).

2. Les avis de service relatifs à une dépêche précédemment transmise sont dirigés autant que possible sur les bureaux par où la dépêche primitive a transité.

3. Lorsque ces bureaux ont tous les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils prennent les mesures propres à en éviter une réexpédition inutile.

X.

(Art. 14 de la Convention).

1. Les dépêches qui, en cas d'interruption, sont adressées par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnées d'un bordereau.

2. Le bureau qui a reçu le bordereau en accuse réception par la poste, et renouvelle cet avis au moment du rétablissement des communications télégraphiques.

3. Quand une dépêche est envoyée directement au destinataire dans le cas prévu à l'article 14 de la Convention, elle est accompagnée d'une avis indiquant l'interruption des lignes.

4. Le bureau qui réexpédie par télégraphe une dépêche déjà transmise par une autre voie, doit donner dans le préambule l'indication suivante: « Ampliation, expédiée par poste à..... (nom du bureau ou du destinataire). » Cette mention est portée sur l'expédition remise au destinataire.

XI.

(Art. 15 de la Convention).

Si l'expéditeur d'une dépêche sémaphorique a payé la taxe de recommandation et si le bâtiment ne s'est pas présenté, le sémaphore en donne avis d'office à l'expéditeur le 29° jour au matin. L'expéditeur a la faculté en acquittant le prix d'une dépêche terrestre spéciale, de demander que le sémaphore continue à présenter sa dépêche pendant une nouvelle période de trente jours, et ainsi de suite; à défaut de cette demande, la dépêche sera mise au rebut le trentième jour.

XII.

(Art. 16 de la Convention).

1. Lorqu'un expéditeur retire ou arrête sa dépêche avant que la transmission en ait été commencée, la taxe lui est remboursée, sous déduction d'un droit fixe d'un demi franc au profit de l'office d'origine.

2. Si la transmission est commencée, la taxe encaissée reste acquise aux offices intéressés à raison du parcours effectué. Le surplus est remboursé à l'expéditeur.

3. Si la dépêche a été transmise, l'expéditeur ne peut en demander l'annullation que par une dépêche adressée au chef du bureau d'arrivée, et dont il acquitte la taxe; il paie également la réponse, s'il désire être renseigné par voie télégraphique sur la suite donnée à sa demande.

4. Le bureau de départ donne aux dépêches de cette nature la forme indiquée ci-après (§ XXIV).

XIII.

(Art. 18 de la Convention).

1. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste:

a) A défaut d'indication, dans la dépêche, du moyen de transport à employer;

b) Lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'Etat d'arrivée, conformément à l'article 18 de la Convention;

c) Lorsqu'il s'agit d'un transport à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature.

2. Lorsqu'une dépêche à réexpédier par lettre chargée ne peut être soumise immédiatement à la formalité du chargement, tout en pouvant profiter d'un départ postal, elle est mise d'abord à la poste par lettre ordinaire; une ampliation est adressée par lettre chargée aussitôt qu'il est possible.

3. Les dépêches adressées aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port leur sont remises, autant que possible, avant le débarquement.

XIV.

(Art. 19 de la Convention).

1. Lorsque l'expéditeur désire que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire, il doit le mentionner dans l'adresse.

2. Au bureau d'arrivée, cette mention est soigneusement reproduite sur l'enveloppe de la dépêche, et le facteur reçoit les indications nécessaires pour s'y conformer.

3. Lorsque le destinataire d'une dépêche n'est pas trouvé le bureau d'arrivée envoie au bureau d'origine un avis de service dans la forme suivente: *N°... de.... adressée à... rue....* (indication de la ville.) *Destinataire inconnu.* L'adresse donnée dans cet avis de service doit être la reproduction textuelle de l'adresse reçue.

4. Le bureau de départ vérifie l'exactitude de l'adresse et ne répond au bureau d'arrivée que s'il y a une erreur de service à corriger.

5. Chaque administration reste maîtresse d'autoriser ses bureaux à communiquer ces avis aux expéditeurs. Dans ce cas, les expéditeurs ne peuvent compléter, rectifier ni confirmer l'adresse que par une dépêche payée, dans la forme indiquée ci-après (§ XXIV).

XV.

(Art. 20 de la Convention).

La transmission des dépêches d'Etat se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur elles.

XVI.

(Art. 23. de la Convention).

Les Administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou copie des pièces désignées à l'article 23 de la Convention, que si les expéditeurs ou les destinataires fournissent la date exacte des dépêches auxquelles se rapportent leurs demandes.

XVII.

(Art. 24 de la Convention).

1. Dans le cas de dépêche demandant une réponse payée, l'expéditeur doit inscrire, après le texte et avant la signature, l'indication: *réponse payée.*

2. La taxe est perçue pour une réponse simple par la même voie.

3. L'expéditeur peut d'ailleurs compléter la mention en mettant: *réponse payée* (... fr... cs.), et acquitter la somme correspondante, dans les limites autorisées par l'article 24 de la Convention.

4. L'avis d'office prévu par le même article est donné dans la forme suivante:

Paris de Berlin. — N° . . . — Date. — Réponse d'office à N° . . . de

Le destinataire a refusé . . . . (ou bien) n'a pas été trouvé.

XVIII.

(Art. 25 e 26 de la Convention).

L'accusé de réception ou l'avis de service qui suit la dépêche recommandée est donné dans la forme suivante:

Paris de Berne. — N° . . . — Date . . .: — Dépêche N°.

Remise le — à — h — m — m. ou s. (ou motif de non remise).

Les accusés de réception reçoivent un numéro d'ordre au bureau qui les envoie et sont d'ailleurs traités pour leur transmission comme des nouvelles dépêches; ils jouissent de la priorité accordée aux avis de service sur les dépêches privées.

XIX.

(Art. 28 de la Convention).

1. Le texte primitif de la dépêche à *faire suivre* doit être intégralement transmis aux bureaux de destination successifs et reproduit sur la copie adressée au destinataire; mais, dans le préambule, chaque bureau ne reproduit, après les mots *faire suivre*, que les adresses auxquelles le télégramme peut encore être expédié.

2. Les demandes de réexpédition prévues au paragraphe 4 de l'article 28 de la Convention peuvent être faites par la poste.

3. Chaque Administration se réserve la faculté de faire suivre, quand il y aura lieu, d'après les indications données au domicile du destinataire, les dépêches pour lesquelles aucune indication spéciale n'aurait d'ailleurs été fournie.

4. La taxe internationale des dépêches *à faire suivre* est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots.

XX.

(Art. 29 de la Convention).

1. En transmettant une dépêche adressée à deux ou plusieurs destinataires, il faut, dans le préambule, indiquer le nombre des adresses.

2. L'indication prévue au paragraphe 5 de l'article 29 de la Convention doit entrer dans le corps de l'adresse et par conséquent dans le nombre des mots taxés.

3. Elle est reproduite dans les indications éventuelles.

XXI.

(Art. 35 de la Convention).

1. L'expéditeur doit écrire sur la minute, immédiatement après l'adresse, les indications éventuelles relatives à la voie à suivre, à la remise à domicile, à l'accusé de réception, aux dépêches recommandées ou à faire suivre.

2. Les mots, nombres ou signes ajoutés par le bureau dans l'intérêt du service ne sont pas taxés.

XXII.

(Art. 36 de la Convention).

Le signal souligné est transmis avant et après le mot ou passage souligné; mais il n'est compté qu'un mot de plus pour chaque passage souligné; exemple: *L'affaire est* urgente, *partez* sans retard; 9 mots taxés, savoir 7 mots, plus deux soulignés.

XXIII.

(Art. 38 de la Convention).

1. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute de dépôt sont transmis d'office et inscrits sur la copie remise au destinataire.

2. L'expéditeur peut insérer ces indications, en tout ou en partie, dans le texte de sa dépêche. Elles entrent alors dans le compte des mots.

XXIV.

(Art. 39 de la Convention).

1. Les dépêches prévues à l'article 39 de la Convention ont la forme suivante: *Paris de Berlin — Service taxé.* Elles prennent rang parmi les dépêches de service, portent l'indication A et un numéro d'ordre.

2. Le destinataire de toute dépêche peut demander la rectification des passages qui lui paraissent douteux, et il acquitte alors: 1° le prix d'une dépêche simple pour la demande; 2° le prix d'une dépêche calculée suivant la longueur du passage à répéter.

3. La même faculté est accordée à l'expéditeur dans le cas où il aurait des motifs de supposer que sa dépêche a été altérée.

4. Ces taxes sont remboursées si la répétition montre que le service télégraphique avait dénaturé le sens de la dépêche. Dans ce cas, le bureau opère le remboursement d'office et sans aucun délai.

5. Les sommes encaissées pour dépêche de service taxées restent entièrement acquises à l'administration qui les a perçues et ne figurent point dans les comptes internationaux.

6. Le bureau télégraphique qui reçoit une dépêche par laquelle on lui demande l'annulation d'une autre dépêche reçue précédemment, fait connaître au bureau d'origine, par la poste, la suite qui a été donnée à la demande, à moins que l'expéditeur n'ait acquitté le prix d'une réponse télégraphique.

XXV.

(Art. 48 de la Convention).

1. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à mons de conventions spéciales conclues conformément à l'article 64 de la Convention.

2. Les administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le

(*) Lorsque la dépêche est à destination d'une localité non-pourvue d'un bureau télégraphique, le préambule indique, non la résidence du destinataire, mais le bureau télégraphique par les soins duquel la dépêche doit être remise à destination ou envoyée à la poste.

destinataire soient recouvrées sur l'expéditeur. Quand ce recouvrement a lieu, l'office qui le fait en tient compte à l'office intéressé.

XXVI.

(Art. 50 de la Convention).

1. Les administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour diminuer autant que possible le nombre des dépêches de service jouissant du privilége de la gratuité.

2. Les renseignements qui ne présentent point un caractère d'urgence sont demandés ou donnés par la poste.

XXVII.

(Art. 51 de la Convention).

1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être présentée à l'office d'origine et être accampagnées des pièces probantes, savoir: une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si la dépêche n'est point parvenue, et la copie qui lui a été remise, s'il s'agit d'erreur ou de retard.

2. L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé sa dépêche, peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine, par l'intermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, s'il est reconnu que la réclamation est fondée, l'office qui l'a reçue est chargé d'effectuer le remboursement.

3. Pour les dépêches non remises à destination ou qui n'ont pas rempli leur objet, le remboursement est supporté par les offices sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui ont motivé la réclamation.

4. En cas de retard, le droit au remboursement est absolu lorsque la dépêche n'est point arrivée à destination plus tôt qu'elle n'y serait parvenue par la poste.

5 Le remboursement intégral de la taxe est effectué aux frais des offices par le fait desquels le retard s'est produit.

6. Dans les cas d'altération, la réclamation n'est transmise par l'office d'origine aux Administrations intéressées que lorsqu'il lui est démontré que la dépêche a été dénaturée au point de ne pouvoir remplir son objet. Il détermine les erreurs qui ont amené ce résultat, et la part contributive des diverses Administrations est réglée d'après le nombre des fautes ainsi déterminées.

7. Il n'y a pas lieu à remboursement pour les erreurs commises dans les dépêches non recommandées qui auraient été acceptées par tolérance aux termes du paragraphe 7 de l'article V du présent règlement.

8. La part contributive pour l'altération d'un mot dénaturé successivement sur les lignes de plusieurs Administrations, est supportée par la première de ces Administrations.

9. Dans le service de l'appareil Morse, les erreurs résultant d'une répétition non rectifiée sont imputables au bureau expéditeur. Les erreurs commises dans un cas où la répétition obligatoire n'a pas été faite, malgré la demande du bureau expéditeur, sont imputables au bureau qui a reçu la dépêche. Les deux bureaux sont responsables, si la répétition obligatoire n'a pas été faite par le bureau qui a reçu la dépêche et n'a pas été réclamée par le bureau expéditeur.

10. Dans le service de l'appareil Hughes, le bureau qui a reçu est responsable des erreurs rectifiées dans le collationnement lorsqu'il n'a pas tenu compte de ces rectifications. Les erreurs commises dans les nombres, dont la répétition obligatoire n'a pas été faite, sont imputables au bureau qui a transmis. Les deux bureaux sont responsables, si l'erreur provient d'un défaut de synchronisme des appareils.

11. Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent.

12. Lorsqu'une réclamation est reconnue fondée, l'office d'origine effectue le remboursement sans attendre la réponse des offices intéressés.

XXVIII.

(Art. 54 de la Convention)

1. La taxe qui sert de base à la répartition entre Etats et à la détermination des moyennes mentionnées à l'article 54 de la Convention, est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

2. Toutefois, le nombre des mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où il aurait été rectifié de commun accord avec le bureau correspondant.

3. Pour déterminer les taxes moyennes, on dresse un compte mensuel complet, comprenant par dépêche, traitée individuellement, toutes les taxes accessoires. La part totale calculée pour chaque Etat pendant le mois entier est divisée par le nombre des dépêches; le quotient constitue la taxe moyenne applicable à chaque dépêche dans les comptes ultérieurs jusqu'à révision. Cette révision est faite chaque année et peut avoir lieu au bout de trois mois sur la demande de l'un des Etats intéressés.

XXIX.

(Art. 57 de la Convention).

1. L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

2. La révision de ces comptes a lieu dans un délai *maximum* de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit.

3. Les comptes mensuels sont admis sans révision, quand la différence des sommes finales établies par les deux Administrations intéressées ne dépasse pas 1 0/0 du débet de l'Administration qui l'a établi.

4. Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet de dépêches, ayant plus d'un an de date.

XXX.

(Art. 60 de la Convention).

1. La Commission spéciale est convoquée par les soins de l'Administration de l'Etat où a eu lieu la dernière conférence.

2 Dans le cas où une Administration ne se trouve point en mesure de prendre part à cette réunion par un délégué spécial, elle peut charger l'un des membres de la Commission d'y défendre ses intérêts ou d'y faire connaître ses vues.

3 Les décisions se prennent à la majorité, sans qu'aucun des membres présents puisse disposer de plus d'une voix.

4. La Commission choisit son président qui, en cas de partage, a voix prépondérante.

5. L'Administration de l'Etat où a eu lieu la dernière conférence notifie la décision prise à toutes les autres.

XXXI.

(Art. 61 de la Convention)

Les frais communs du bureau international des Administrations télégraphiques ne devront pas dépasser, pour la première année, la somme de 40,000 francs. Cette somme pourra être augmentée ultérieurement du consentement de toutes les Parties contractantes.

L'Administration désignée, en vertu de l'article 61 de la Convention, pour la direction du bureau international, en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres Administrations intéressées.

Pour la répartition des frais, les Etats contractants ou adhérents sont divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1re Classe 25 unités;
2e » 20 »
3e » 15 »
4e » 10 »
5e » 5 »
6e » 3 »

Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

XXXII.

(Art. 61 de la Convention).

Les offices des Etats contractants se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'ils viendraient à y introduire.

En règle générale, le bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications; toutefois, les avis à transmettre d'urgence, et spécialement la notification des interruptions de lignes, sont directement portés par la voie télégrafique à la connaissaince de toutes les administrations intéressées.

Lesdites administrations envoient par la poste, par lettre affranchie, au bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements des tarifs, tant intérieurs qu'internationaux, à l'ouverture de lignes nouvelles et à la suppression de lignes existantes, en tant que ces lignes intéressent le service international; enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux.

Elles lui font parvenir au commencement de chaque année, et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des lignes, du nombre des bureaux et des appareils, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du bureau international, qui distribue à cet effet les formules toutes préparées.

Elles adressent également à ce bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

Le bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque administration a pu procéder sur les différentes parties du service.

XXXIII.

(Art. 61 de la Convention).

Indépendamment des communications spéciales que le bureau international est tenu de faire à toutes les administrations, il utilise les documents de statistique et autres qui sont mis à sa disposition, pour la rédaction du journal dont il est fait mention à l'article 61.

Il doit d'ailleurs se tenir en tout temps à la disposition des administrations des Etats contractants pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie internationale, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations des Etats contractants.

La gestion dudit bureau est également soumise à l'examen et à l'appréciation des conférences prévues par l'art. 62 de la Convention.

XXXIV.

(Art. 61 de la Convention).

L'administration télégraphique de la Confédération Suisse est désignée pour organiser le bureau international dans les conditions déterminées par l'article 61 de la Convention.

Les Etats contractants sont, pour la contribution aux frais, répartis ainsi qu'il suit dans les six classe dont il est fait mention à l'article XXXI.

1e classe: Allemagne du Nord, Autriche et Hongrie, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie;

2e classe: Espagne;

3e classe: Bavière, Belgique, Pays-Bas, Principautés Unies, Suède;

4e classe: Norvége, Perse, Suisse, Wurtemberg;

5e classe: Bade, Danemark, Grèce, Portugal, Serbie;

6e classe: Etats de l'Eglise, Luxembourg.

Le présent règlement, destiné à compléter les dispositions de la Convention de Paris révisée à Vienne, entrera en vigueur le 1er janvier 1869.

Fait à Vienne, le 21 juillet 1868.

V. CHAUVIN — BRUNNER — TAKÀCS — ZIMMER — SCHWERD — GUMBART — FASSIAUX — VINCHENT — FABER — L. M. DE TORNOS — JAGERSCHMIDT — Comte DEDURCKHEIM — GOLDSMID — GLOVER — THEMISTOCLE METAXÀ — ERNEST D'AMICO — CHEV. FERD. SCHAEFER — NIELSEN — STARING — DE LUDERS, pour la Perse — VALENTINO EVARISTO DO REGO — JEAN FALCOIANO — DE LUDERS, pour la Russie — MLADEN Z. RADOJCOVITS — BRANDSTROM — L. CURCHOD — G. SERPOS — KLEIN — SCHRAG.

S. M. sopra proposta del ministro dell'interno ha fatto le seguenti disposizioni:

In udienza delli 19 novembre 1868:

Arnaldi cav. avv. Giov. Battista, segretario di 2a classe nel Ministero dell'interno, collocato in aspettativa per comprovati motivi di salute.

In udienza delli 29 novembre 1868:

Conrero Gioacchino, applicato di 4a classe nel Ministero dell'interno, collocato in aspettativa dietro sua domanda, per comprovati motivi di salute.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

SENATO DEL REGNO.

Nella tornata di ieri il Senato continuò la discussione della legge sul riordinamento del notariato, rimasta all'articolo 129 che venne approvato coi successivi fino al 137 inclusive con alcune aggiunte e modificazioni, e previe osservazioni dei senatori Chiesi, San Severino, Leopardi, Miraglia, Conforti, Amari prof., Plezza, Poggi relatore, e del ministro guardasigilli.

Il ministro delle finanze ha presentato nella stessa seduta i due seguenti progetti di legge, già adottati dalla Camera elettiva:

1. Acquisto d'un nuovo fabbricato in Saliceta San Giuliano presso Modena;

2. Stampa di nuove cartelle del debito pubblico.

Gli uffici, nella riunione che tennero ieri prima della seduta pubblica, presero ad esame i seguenti progetti di legge e nominarono a commissari pei medesimi:

1° Compimento della strada nazionale da Aosta in Francia per il Piccolo San Bernardo (n° 158): i senatori Mannelli, Giovanola, Leopardi, San Severino e Arrivabene;

2° Ordinamento del servizio semaforico sui litorali (n° 159): i senatori Miniscalchi-Erizzo, Giovanola, Michiel, Ruschi e Farina;

3° Proroga dei termini per le iscrizioni e rinnovazioni di privilegi ed ipoteche (n° 160): i senatori Miraglia, Alfieri, Manzoni Tommaso, Lauzi e Belgiojoso.

CAMERA DEI DEPUTATI.

Nella tornata di ieri vennero svolte le seguenti proposizioni di legge;

Dal deputato Alippi, per disposizioni relative all'iscrizione dei censi anteriori all'attuazione degli uffizi ipotecari, che, in seguito a dichiarazioni del ministro di grazia e giustizia, fu ritirata; dal deputato Curti, per la proroga dei termini prescritti dagli art. 338 del Codice di procedura civile e 3140 del Codice civile; dal deputato Bove, per la sospensione degli effetti giuridici del capoverso dell'art. 47 del R. decreto 30 novembre 1865; le quali due proposizioni non furono prese in considerazione.

Furono inoltre annunziate queste tre interpellanze:

Del deputato Comin sopra il servizio della ferrovia da Firenze a Napoli; del deputato Merizzi, riguardo alla manutensione delle strade che il Ministero implicitamente riconobbe nazionali, quantunque non comprese nel decreto di classificazione; del deputato Pescatore, sull'applicazione della legge concernente la coltivazione delle risaie.

In fine si proseguì la discussione generale dello schema di legge relativo al riordinamento dell'amministrazione centrale e provinciale, a cui presero parte i deputati Oliva, Cortese e D'Amico; e il ministro delle finanze rispose ad una interpellanza, indirizzatagli giorni innanzi dal deputato San Donato, intorno alle condizioni amministrative ed economiche del Grande Albergo de' poveri di Napoli.

MINISTERO DELLA GUERRA

Il Ministero della guerra, a mente dell'articolo 14 del programma pel concorso per la compilazione dei libri di testo da usarsi nelle scuole reggimentali, pubblicato a seguito della nota 1° marzo 1868, n° 36 (Segretariato Generale, Ufficio Operazioni Militari e Corpo di Stato Maggiore), rende noto essergli pervenuti in data 17 corrente dicembre i manoscritti controsegnati dei motti:

« Nel lavoro vi fu buona volontà; ma vano è lo sperar ».

« Chi ben comincia è alla metà dell'opra

« Facilità e brevità ».

« Patientia et virtute ».

MINISTERO DELLA GUERRA

DIREZIONE GENERALE D'ARTIGLIERIA E DEL GENIO

Manifesto di concorso per la compilazione di libri di testo ad uso delle scuole reggimentali d'artiglieria.

Essendo andato deserto il concorso al programma num. II — armi portatili, bocche da fuoco, affusti e carreggio, materiale da ponte — di cui è cenno nel manifesto inserto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* delli 25 febbraio 1868, num. 55, questo Ministero determina quanto segue:

1° È aperto un nuovo concorso alla compilazione di manoscritti che possano servire di libro di testo per l'insegnamento delle materie indicate nel suaccennato programma num. II.

2° Sarà corrisposto all'autore del manoscritto che verrà riconosciuto il migliore di quelli presentati e corrispondente allo scopo, secondo il giudizio inappellabile che ne pronunzierà a maggioranza di voti il Comitato d'artiglieria, un premio di L. 3,000.

3° I manoscritti dovranno essere fatti pervenire al Comitato d'artiglieria non più tardi del 1° aprile 1869, franchi di posta e col seguente indirizzo:

Al sig. Presidente del Comitato d'artiglieria

Torino.

4° Sono mantenute ferme tutte le altre disposizioni contenute nel manifesto inserto nella *Gazzetta ufficiale del Regno* delli 25 febbraio 1868, num. 55, per quanto esse si riferiscono al programma in discorso.

NB. Il preaccennato programma num. II trovasi inserto a pag. 41 e seguenti del *Giornale militare* del corrente anno, di cui i signori concorrenti potranno prendere visione presso i Comandi militari di provincia, le Direzioni d'artiglieria ed altri uffici militari.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Conformemente alle disposizioni degli articoli 31 della legge 10 luglio 1861 e 47 del R. decreto 28 dello stesso mese ed anno;

Si notifica che i titolari delle sottodesignate rendite, allegando la perdita dei corrispondenti certificati d'iscrizione, ebbero ricorso a quest'Amministrazione, onde, previe le formalità prescritte dalla legge, loro ne vengano rilasciati i nuovi titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che, sei mesi dopo la prima pubblicazione del presente avviso, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni si rilascieranno i nuovi certificati.

(*Seconda pubblicazione*)

CATEGORIA DEL DEBITO	NUMERO DELLE ISCRIZIONI	INTESTAZIONE	RENDITA	DIREZIONE PRESSO CUI È ISCRITTA LA R.
Consolidato 5 p. 0/0	84950	Neri Filippo, del vivente Francesco, domiliato in Varallo (Annotata d'ipoteca)	L. 1,200	
	22232	Vezzetto Catterina, nubile, fu Domenico, domiciliata in Agliè	» 10	Torino
	65335	Grand Giovanni fu Davide, domiciliato in Pinerolo	» 10	
	64527	Pubblica Beneficenza di Andria, per l'ospizio della Morte di S. Sebastiano, in provincia di Bari, rappresentata dalla Commissione amministrativa *pro tempore*	» 105	
	13594	Valignani Valerio, fu Nicola	» 1,955	
	103729	Suddetto	» 215	
	92396	Rivera Vittoria, fu Francesco	» 30	
	8678	Riccardi Francesco, fu Raffaele	» 145	
	98932	Suddetto	» 190	
	128935	Chiesa parrocchiale di S. Castrese in Marano, rappresentata dal parroco *pro tempore*	» 15	
	29446	Chiesa parrocchiale di Marano	» 40	
	72799	Bagnardi Nicola, fu Marcantonio	» 110	
	126965	Suddetto	» 45	Napoli
	74015	Grazioli Francesco, fu Gennaro, per la proprietà, e per l'usufrutto a Grazioli Gennaro di Francesco	» 225	
	8974	Gramegna Giuseppe, Alfonso, Genevieffa, Teresa, Tommaso, Luigi e Gennaro, di Domenico, minori, sotto l'amministrazione del loro padre e tutore	» 135	
	14618	Suddetti	» 25	
	1989	Suddetti (assegno provvisorio)	» 1	
	92482	Tucci Ferdinando, di Raffaele	» 130	
Consolidato napol.	583	Comune Corpo di Arienzo, in provincia di Terra di Lavoro . . . Ducati	4	

Torino, il 6 ottobre 1868.

Pel Direttore Generale
L'Ispettore Generale: GALLETTI.

Il Direttore Capo di Divisione
Segretario della Direzione Generale
G. CIAMPOLILLO.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Camera dei Lords, tornata del 15 dicembre:

Quando arrivò il presidente accompagnato da un gran numero di membri della Camera Bassa, il Lord Cancelliere disse:

« Milords e Signori, ho avuto l'ordine da Sua Maestà d'informarvi che dal giorno che essa stimò opportuno di riunirvi per sottoporre alle vostre deliberazioni dei gravi ed importanti affari, nella Camera dei Comuni sono molti posti vacanti, perchè alcuni membri di quella Camera hanno accettato delle funzioni nel Ministero. Sua Maestà, in conseguenza, crede oggi opportuno di fare i *writs* per la convocazione degli elettori delle sedi vacanti, e che dopo la necessaria dilazione procediate alla discussione degli affari che vi saranno presentati. »

— Si legge nel *Morning Post*:

Il governo ellenico ha respinto l'*ultimatum* della Porta. Chi ha osservato attentamente lo svolgersi degli avvenimenti nella Grecia dopo che il monarca attuale è salito al trono, chi ha considerata la politica del governo ateniese non può dubitare che la Grecia ha agito solo per la protezione a lei concessa, e con la coscienza della impunità ha sempre cercato di imbarazzare il governo del Sultano.

Se a quelle potenze che si assunsero l'impresa di proteggere la Grecia importasse di impastoiare e assalire la Turchia, non avremmo da fare nitina obbiezione alla politica del re Giorgio. Ma tale non è il caso. Se vi è un punto in cui le potenze occidentali vanno d'accordo e l'assoluta necessità di dare alla Turchia la più ampia opportunità di persuadere all'Europa che può mantenere l'ordine nei suoi dominii e che non è in quella condizione moribonda che tornava conto alla Russia, or sono quindici anni, di far credere.

È inutile intrattenerci sul merito della insurrezione di Creta, ma chiaro apparisce che se i potenti Stati della cristianità non reputarono opportuno d'intervenire, non spettava certamente ad uno Stato come la Grecia, che, per così dire, esiste perchè è tollerato, di farsi campione dei candiotti insorti. Nondimeno il governo ellenico giudicò altrimenti. Tutti i doveri imposti dal diritto internazionale furono messi da banda con ostentazione. Bande di volontari si arruolavano in Grecia col manifesto proposito di combattere la Turchia; furono allestiti gli incrociatori per aiutare gli insorgenti; gli emissari accorsero a rinfocolare la rivolta; la emigrazione delle famiglie candiotte nella Grecia fu incoraggiata appena si vide che la insurrezione non aveva speranza, e non fu perduta occasione di ferire la dignità nazionale della Turchia. È inutile che ora parliamo degli ultimi fatti i quali vinsero la tolleranza del Sultano e che hanno reso, per quanto pare, imminente una guerra tra le due nazioni....

Il *Morning Post* conclude dicendo:

L'Inghilterra e la Francia hanno tanto — anche maggiore — interesse che la indipendenza della Turchia duri quanto ne hanno a conservare la propria. Se la Grecia vuol serbare la sua autonomia bisogna che rispetti i diritti dei suoi vicini, che è uno dei principii fondamentali del diritto internazionale.

— Si legge nel *Times*:

Il Comitato dell'associazione liberale si è riunito lunedì sera a Birmingham per preparare la nuova elezione del Bright, che ha dovuto rassegnare il suo mandato entrando nel gabinetto. Il Bright presiedeva il *meeting* ed ha letta la lettera seguente:

« *Agli elettori di Birmingham*,

« Signori, non è scorso un mese che voi mi eleggeste per rappresentarvi al Parlamento e prima che il Parlamento si sia riunito ho dovuto rassegnare il mandato.

« Ho accettato un posto nell'amministrazione formato dal signor Gladstone e bisogna che mi rivolga a voi per domandarvi la vostra approvazione. Spero che non mi negherete la fiducia che da lungo tempo mi avete concessa. Sarebbe per me un grande onore di essere rieletto per rappresentare la vostra volontà e i vostri interessi nella Camera dei Comuni.

« Nel giorno della elezione spero che mi sarà permesso di dire assai più.

« Sono, ecc.

« Reform Club, 12 dicembre.

« GIOVANNI BRIGHT. »

La lettera è stata accolta con applausi.

Il presidente in un breve discorso ha detto che credeva manifestare i sentimenti degli elettori liberali di Birmingham dichiarando che sebbene non importasse loro molto di affrettare l'arrivo del Bright al potere, sono però lieti di vedere che accetta un posto nell'amministrazione. L'onorevole gentiluomo è quello che nelle recenti elezioni ha avuto più voti di tutti i membri del Gabinetto. I suoi elettori debbono esserne alteri.

Dopo alcune riflessioni di varii delegati dei distretti elettorali il presidente ha proposta la seguente risoluzione:

« Il *meeting* approva la condotta del signor Bright entrando nel Ministero Gladstone; e persuasi che i suoi elettori gli rinnovino la espressione della loro fiducia e il loro concorso, crede che Bright sarà rieletto per rappresentare il borgo al Parlamento.

La risoluzione è approvata alla unanimità.

SPAGNA. — Il *Times* pubblica le notizie telegrafiche che seguono:

Madrid, 14 dicembre.

La resa di Cadice non ha intiepidite in nessun modo le manovre del partito reazionario. Si pretende che il clero di Madrid distribuisca somme considerevoli nell'intento di provocare torbidi.

Ieri la milizia nazionale venne di nuovo chiamata sotto le armi per impedire una sollevazione degli operai impiegati dal municipio.

Gli abitanti temendo una lotta continuano ad abbandonare la città in gran numero. Vi è miseria estrema nelle classi povere ed il commercio è compiutamente paralizzato.

I giornali la *Discusion* e l'*Igualdad* sono stati processati per avere approvata la insurrezione di Cadice.

La notizia di questa decisione, contraria alla libertà della stampa proclamata di fresco, ha prodotta una impressione sfavorevole. Le leggi penali da cui dipende il caso in cui si trovano i due giornali sono di una severità estrema.

— Nella *Correspondencia* si legge:

Ecco secondo le nostre informazioni la versione più esatta intorno alla venuta del duca di Montpensier in Ispagna.

Il duca di Montpensier, legato sino dalle origini alla causa della rivoluzione, seppe a Lisbona che essa era minacciata a Cadice, che la causa della libertà e dell'ordine offeriva l'occasione di gravi pericoli e che recentissimamente il governo provvisorio aveva riconosciuto il di lui diritto di rientrare nella Spagna un solo momento. Non consultando che il suo coraggio e infliggendo una smentita a calunnie infami e credendo venuto il momento di rientrare in Spagna egli si affrettò ad offrire la sua spada al governo provvisorio. Noi abbiamo delle forti ragioni di credere che se il duca di Montpensier avesse conosciuto esattamente la natura del movimento di Cadice, egli sarebbe rimasto a Lisbona. Importa ad ogni modo constatare come il governo provviscrio abbia riconosciuto che non esiste alcuna legge perchè il duca di Montpensier rimanga indefinitamente esiliato.

— Si legge nello stesso giornale:

Il duca di Montpensier, benchè il governo abbia creduto di non parlare di questo fatto, ha dichiarato formalmente che nel caso in cui la sovranità nazionale si pronunzi, egli è deciso a rispettarne il verdetto o che esso sia per la monarchia o per la repubblica.

Questa sera (14) si assicurava che il duca di Montpensier ottemperando agli ordini del governo sia tornato a Lisbona.

— La *Gazzetta di Madrid* reca:

Il generale in capo ha indirizzato al ministro della guerra il dispaccio qui unito:

San-Sosé, 13 dicembre.

Il dispaccio ufficiale che ho inviato questa notte alla municipalità di Cadice termina nel modo che segue:

Prima di consentire che le armi vengano consegnate al console degli Stati Uniti, sono disposto a portare le cose al più alto grado di rigore, avessero pure da risultare per Cadice dei giorni di dolore e di rovina.

Il sangue versato e la compiuta desolazione di questa infelice città ricadranno davanti a Dio e dinanzi alla storia sulla testa di coloro che non

contenti di essersi posti insensatamente in rivolta, vogliono commettere un atto indegno di chiunque senta scorrergli nelle vene sangue spagnuolo.

PRINCIPATI UNITI. — Nella seduta del 12 della Camera di Buckarest il signor Bratiano dichiarò che le armi prussiane furono introdotte in Rumenia di saputa dell'imperatore Napoleone. Nella discussione sul Libro Rosso, egli accusò Andrassy di voler annettere la Rumenia; Bratiano dichiarò che il paese non può tollerare con indifferenza l'oppressione dei rumeni in Transilvania. Il ministro Cogolniceano dichiarò che l'Ungheria, la quale arma 120,000 uomini, dà con ciò alla Rumenia il diritto di fare altrettanto per propria difesa.

TURCHIA. — Da Costantinopoli e da Smirne in data del 12 l'*Osserv. triestino* ha ricevute le seguenti notizie:

Gli ambasciatori delle potenze estere domandarono una dilazione di tre settimane all'espulsione dei sudditi greci dall'impero ottomano. — Gli armamenti navali e terrestri della Porta continuano alacremente. Hobart pascià, promosso a vice ammiraglio, ha pieni poteri per sostenere i diritti marittimi della Porta. Una forte squadra di navi corazzate si prepara a partire per Volo sotto il comando d'Ibraim pascià. Dicesi che qualora scoppiasse la guerra colla Grecia, Omer pascià assumerebbe il comando dell'esercito che si va concentrando in Tessaglia. Si afferma Kerim pascià, presente comandante di quelle truppe, interrogato telegraficamente dal Serraschiere sullo stato delle medesime, abbia dichiarato che potrebbe essere in Atene entro quattro giorni, qualora ne ricevesse l'ordine.

— Dalla Canea, 7 corrente, scrivono allo stesso giornale che la sommissione dell'isola di Creta procede rapidamente. Nella settimana precedente eransi presentati alle autorità turche parecchi insorti del distretto di Sfakia e d'altri luoghi. Il porto d'Aja Rumeli, nel distretto di Sfakià, fu occupato dalle truppe turche. Il vice ammiraglio Hobart pascià è arrivato a Canea. Gli si attribuisce l'intenzione di provvedere energicamente a mantenere il blocco dell'isola.

GRECIA. — In data d'Atene, 12, il foglio citato reca che lo spirito pubblico in quella capitale è ora molto eccitato in seguito all'intimazione della Porta e che si desiderava una rottura colla Turchia. Ritenevasi però generalmente che le cose non verrebbero spinte all'estremo, e che le potenze riescirebbero ad impedire la guerra.

Il signor Cumunduros si recò in casa del ministro Bulgaris, ed ebbe con esso una lunga conferenza. Gli ultimi gravi avvenimenti hanno ravvicinato questi due uomini politici, che tanto si osteggiavano sinora.

Il rappresentante d'Inghilterra in Atene ha requenti conferenze coll'inviato turco, il quale si dispone alla partenza, del pari che il console ottomano.

Stando a ragguagli giunti in Atene, il colonnello Coroneos fu nominato comandante supremo delle forze insurrezionali di Creta, ed è voce ch'egli partirà per quell'isola quanto prima.

AFRICA. — Il *Times* ha il seguente dispaccio:

14 dicembre.

Notizie private venute per la via del Calabar dalla costa occidentale d'Africa annunziano che quando giunsero a Fernando Pole notizie della rivoluzione spagnuola, una Deputazione si presentò al governatore e gli domandò di dichiararsi per il nuovo governo. Egli sulle prime voleva aspettare i dispacci officiali, ma finalmente aderì.

Doveva celebrarsi un giubileo per festeggiare la caduta del governo borbonico e l'esultanza era generale.

La *Gazzetta della Germania* del Nord del 14 dicembre pubblica l'articolo qui appresso:

Sarebbe ingiusto sconoscere le difficoltà della situazione in cui versa il Governo ellenico. Se ci si annunzia oggi da Copenaghen che il re ed il principe di Galles hanno consigliato al re di Grecia di cedere, d'altro canto è certo, e l'esempio dell'ultimo re lo ha provato, che, infine dei conti il trono greco deve appoggiarsi sulle simpatie del popolo greco e che il Governo di Atene sagrificherebbe certamente queste simpatie cedendo alle ingiunzioni brusche della Porta. A rigore, si può accordare che le autorità elleniche si sono qua e colà rese colpevoli di connivenza più o meno aperta cogli sforzi del Comitato insurrezionale cretese, ma non bisogna neppure sconoscere che il principio di nazionalità, questo principio che varie potenze protettrici hanno scritto sulla loro bandiera, deve pure essere posto in conto e che le autorità elleniche hanno appunto agito in nome di questo principio.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

Il *Giornale di Sicilia* reca in data di Palermo 15 corrente, le seguenti notizie intorno all'arrivo delle LL. AA. RR. il Principe e la Principessa di Piemonte in quella città:

Ansiosamente attesi dalla palermitana popolazione giungevano oggi sulla *Gaeta*, alle 2 p. m. le Loro AA. RR. il Principe Umberto e la Principessa Margherita: l'erede della Corona d'Italia, lo strenuo guerriero della italiana indipendenza; la bella e virtuosa figlia di quel prode e rimpianto duca di Genova, che i Siciliani avevano eletto a loro re in tempi in cui pareva sogno da poeti quell'unità nazionale or sì solidamente fondata per lealtà di Principe e per virtù di popolo.

Salutate dalle artiglierie dal forte di Castellammare e dai legni da guerra ancorati nel porto, le LL. AA. RR. mettevano piede a terra sullo sbarcatoio appositamente eretto, fra le acclamazioni di numeroso popolo accorso alla riva del mare. Ricevuti dal generale Medici reggente questa Prefettura e comandante supremo delle truppe nell'isola, e dalla Giunta municipale, i Reali Principi percorrevano il corso *Vittorio Emanuele* fra gli applausi del popolo e in mezzo ed una pioggia di fiori, di poesie, di brevi ma eloquenti iscrizioni, che dai balconi, messi ad arazzi e a bandiere, gettavansi a piene mani sul passaggio dei Reali Principi.

Giunte alla Reggia, le LL. AA. RR. affacciaronsi al balcone per assistere allo sfilare delle truppe, ed erano nuovamente salutate dalle acclamazioni della numerosa popolazione che gremiva il largo della Vittoria. Ricevevano quindi gli omaggi delle autorità civili e militari, della magistratura, del clero, dei Consigli provinciale e comunale e del corpo Universitario.

Nello accogliere con sì sentite manifestazioni di devozione e di affetto i RR. Principi, speranza ed orgoglio della nazione italiana, il popolo di Palermo ha voluto dare una nuova e solenne testimonianza di devozione e di affetto all'augusta Casa di Savoia, eletta dalla Provvidenza a compiere gli italici destini.

— Scrivono da Novara in data del 17 al *Conte Cavour*:

La fiera di beneficenza iniziata e promossa con tanta sollecitudine da questo Circolo commerciale a favore delle famiglie danneggiate dalle inondazioni del passato autunno procede di bene in meglio.

S. M. il Re volle generosamente concorrervi col regalo di un magnifico vaso, di due candellieri d'argento e di un orologio d'oro. Questo dono rivela abbastanza la munificenza ed il cuore del Sovrano, sempre pronto a venire in aiuto alla sventura, dovunque si trovi.

— Il cav. Rosario Currò, di Catania, resid. in Trieste, ha rimesso al nostro R. console generale la somma di lire 200 per essere erogata metà a pro dei danneggiati dalle ultime eruzioni del Vesuvio, e metà a favore delle famiglie Tognetti e Monti.

— Domenica 20 corrente avrà luogo nella sala della Filarmonica, in via Ghibellina, il quarto concerto della Società del Quartetto, a un'ora pom.

Programma: Quartetto in re minore, di Haydn — Quintetto, di Bazzini — Gran trio di Mendelssohn. Vi suoneranno la signora Fanny Tedesco ed i professosi Giovacchini, Papini, Mattolini, Bruni, Sbolci.

— L'*Italie* riferisce che la direzione de' Musei di Firenze ha ricevuto dall'Egitto molti oggetti d'arte e di curiosità di un certo valore, che non tarderanno ad essere esposti nelle gallerie pubbliche. Questi oggetti furono donati da due semplici particolari, dei quali una è il sig. Giacomo Del Valle de Paz, che abita al Cairo ed è originario di Pisa, e l'altro è il sig. Giovanni G. Moraitis, che abita in Alessandria d'Egitto, ed è greco d'origine. Questi donava un lenzuolo antico contenente la testa e le due mani di una mummia egiziana e trenta pezzi diversi di pietra e di bronzo.

Dono del sig. Del Valle sono:
200 statuette e simboli, in pietre dure ed in ismalto;
80 pezzi in terre cotte, lampade, vasi, utensili;
52 scarabei in pietre dure e in ismalto;
12 pietre incise, lettere e figure;
5 pezzi d'oro, orecchini e idoli;
60 statuette e idoli di bronzo;
2 grandi vasi.

— Nella piazza della Vittoria a Palermo, presso che un metro sotterra, fu rinvenuto un antico pavimento in mosaico. Quella Commissione di antichità e belle arti è stata avvertita di questa scoperta.

— Accademia Reale delle Scienze di Torino. — La Classe di scienze fisiche e matematiche in adunanza del 13 dicembre udì la lettura dei seguenti lavori:

Della vita a delle opere di Sadi Carnot, del socio conte di St-Robert.

Descrizione di parecchi uccelli americani dati al Museo torinese dal sig. Luigi Durando; del conte Tommaso Salvadori.

Di alcuni particolari relativi alla preparazione dei vetri metallizzati trasparenti e riflettenti da impiegarsi nella costruzione degli strumenti ottici; del socio cav. Govi.

Queste tre scritture verranno pubblicate negli atti dell'Accademia.

Nella stessa adunanza la Classe accolse per essere inserta nei suoi volumi una monografia intorno alle forme cristalline della pirite di ferro; lavoro del dottore Strüwer, assistente alla scuola di mineralogia nella scuola di applicazione per gli ingegneri.

— Il *Giornale delle Arti e delle Industrie* pubblica i seguenti utili ragguagli intorno alla fabbricazione dell'aceto di barbabietole.

La fabbricazione dell'aceto di barbabietole vien praticata in Inghilterra da lungo tempo, e in Francia da pochi anni. Ecco a questo riguardo alcune nozioni che potranno interessare gli agricoltori e gl'industriali.

Il metodo nuovo adoperato a tal uopo si distingue da quello comunemente adoperato per la preparazione del mosto alcoolico, in ciò che nel miscuglio già fermentato, fatto coll'aceto, che si può scaldare ad una temperatura qualunque, si fa passare, coll'aiuto d'un soffietto, una corrente continua d'aria atmosferica che accelera singolarmente la formazione dell'acido acetico.

Ecco come si opera:

Si tagliano alle barbabietole le estremità, si puliscono e si lavano con cura, poi si polverizzano per farne una poltiglia che si carica in sacchi di tela forte. Questi sacchi si sottomettono all'azione d'una pressa idraulica fino a che tutto il sugo zuccherato sia spremuto dalla polpa. Il peso specifico di questo sugo varia da 1035 a 1045; vi si aggiunge una quantità bastante d'acqua per ricondurlo a 1025, e lo si fa bollire per brevi istanti. Il sugo cotto e raffreddato rapidamente fino a 16 viene versato in tinozze a fermentazione.

Per determinare questa fermentazione alcoolica, si aggiunge per 100 litri di liquore un mezzo litro di lievito. Appena la fermentazione è terminata, si fa andare il liquido per mezzo della pompa nella tinozza da acetificazione, dove esso si trasforma in aceto.

Questa tinozzza consiste in un vaso di legno della capacità di 1000 a 1200 litri, nella parte inferiore della quale è un piccolo cono rovesciato tutto traforato, che vien messo in rapporto con un apparecchio di soffierie. Onde poter riscaldare il liquido, un tubo a vapore aperto ad una delle sue estremità penetra nel fondo di questa tinozza; l'interno di questo vaso è scompartito in più parti per mezzo di diaframmi traforati. Nel coperchio è una valvola, che colla più leggiera pressione, si apre dal didentro al di fuori. Finalmente un termometro che pesca nel liquido e che si può osservare dal di fuori, serve a regolare la temperatura.

Per trasformare il mosto in aceto con questo apparecchio, vi si introducono da principio 80 a 90 litri d'aceto preparato, che opera come fermento. Vi si aggiunge altrettanto sugo fermentato e un poco di lievito, poi si mette l'apparecchio di soffieria in movimento: l'aria, trovandosi così per mezzo dei fori praticati nei falsi fondi, messa in contatto col liquore, abbandona una parte del suo ossigeno all'alcool per trasformarlo in aceto; il di più sfugge per la valvola del coperchio della tinozza.

— Sono morti di questi giorni in Francia alcuni centenari.

Il signor de Mornay è morto sabato scorso, strada di Saint-Genès a Bordeaux, nell'età di 104 anni, nella pienezza di tutte le facoltà intellettuali e in ottima salute. Malgrado la gravissima età, Mornay montava ancora a cavallo.

A Tolosa morì di 101 anno una donna per nome Cecilia Braje, lasciando una figliuola di 81 anno.

Alla Croix-Avranchin morì un'altra donna chiamata Maria Rocheleul, moglie di Francesco Rigot, nell'età di 105 anni. Quindici giorni prima di morire ella infilava ancora l'ago senza occhiali. Il marito superstite porta 103 anni.

— Riceviamo una nota, dice il *Moniteur Universel*, nella quale si descrive un modo poco dispendioso di preparare lo ossa per trasformarle in ingrassi. Questo mezzo è dovuto alle ricerche del dottore Hodges, membro della Società di agricoltura dell'Ulstir (Irlanda), il quale lo ha reso di pubblica ragione, sopra istanza dell'onorevole e dotta Società di cui egli fa parte.

Noi abbiamo pensato che la pubblicazione del metodo presentato dal dottore Hodges può rendere utili servigi agli agricoltori e soprattutto ai piccoli coltivatori.

Mettere in una tinozza o in un mestello le ossa tritate il più minutamente possibile; gettarvi sopra un terzo circa del loro peso di acqua bollente, e dopo aver rimenato la massa in modo che tutte le parti siano bene inzuppate, aggiungervi acido solforico e vitriolo nella proporzione del terzo del peso delle ossa; rimenare questo miscuglio con una paletta di legno o con una vecchia zappa; lasciarlo riposare alcune settimane prima di servirsene. Si può, se si vuole, mescolare quest'ingrasso con torba secca, con terriccio o con segatura di legno, ma bisogna evitare di aggiungervi della calce.

Seguendo diligentemente queste indicazioni, l'agricoltore otterrà un ingrasso di una potenza fertilizzante superiore di molto a quelli del commercio. Le ossa manipolate in tal guisa danno all'analisi una quantità grandissima di fosfato solubile, che trovasi in proporzione piccolissima negl'ingrassi chimici del commercio.

CAPITANERIA DI PORTO DI BARI

Il giorno 10 dicembre corrente, nella spiaggia del Porto di Monopoli, venne ricuperata una cassetta contenente due recipienti di latta pieni di petrolio, del peso lordo di chilogrammi trentadue, e dell'approssimativo valore di lire diciotto secondo perizia. Chiunque credesse aver diritto a tale ricupero dovrà presentare le sue domande a questa capitaneria nel termine prefisso dagli articoli 131 e 136 del vigente Codice per la marina mercantile.

Bari, li 12 dicembre 1868.

Il Capitano di porto reggente
REPPI.

R. ACCADEMIA ECONOMICO-AGRARIA
DEI GEORGOFILI DI FIRENZE.
Programma di Premi di fondazione Alberti.

Quest'Accademia già altre volte propose premi onde promuovere il miglioramento delle razze vaccine, l'allevamento del bestiame, la buona conservazione degli ingrassi, le ricerche della qualità dei concimi appropriati alle diverse culture, come pure intesa a diffondere con scritti popolari le notizie di ciò che conferisce a preservarle e migliorarle.

Mossa da questi medesimi intendimenti, nell'adunanza del dì 21 settembre 1868 stabilì di conferire i seguenti premi:

1° Un premio di lire italiane 1,200, a chi mostri di avere in montagna la miglior cascina, mantenuta con buoni sistemi e provvista del più bello e produttivo bestiame vaccino;

2° Un premio di lire italiane 800, a chi farà conoscere quali e quanti sono i principii che perde il letame vaccino di stalla durante la fermentazione a concimaia aperta ma provvista di tetto, a concimaia aperta e scoperta ed a concimaia chiusa;

3° Un premio di lire italiane 352 e cent. 80, a chi con nuove ricerche analitiche dimostrerà, più chiaramente e più largamente che non sia stato fatto fin qui, tenendo conto del modo di cultura e in special guisa dei concimi adoperati, l'azione della differente natura del terreno sul prodotto quantitativo e sulla composizione chimica dei semi dei cereali;

4° Un premio di lire italiane 470 e cent. 40, a chi comporrà un buon manualetto popolare intorno agli insetti che recano maggior danno alle nostre campagne ed ai mezzi che l'esperienza ha mostrato efficaci per impedirne o attenuarne lo sviluppo;

5° Un premio di lire italiane 705 e cent. 60, a chi proverà di fabbricare economicamente tubi o condotti per acqua formati con cementi della provincia toscana e capaci di resistere fino a circa sei atmosfere di pressione interna.

Il concorso resta aperto fino a tutto il 31 dicembre del prossimo anno 1869, e il conferimento dei premi avrà luogo il 28 giugno 1870.

I documenti relativi ai premi 1° e 5° dovranno farsi pervenire franchi di spesa al segretario degli atti dell'Accademia entro il termine sopra detto, ritirandone la ricevuta.

Gli scritti che fossero mandati a concorso per i premi 2°, 3° e 4° porteranno in fronte un'epigrafe, e saranno accompagnati da un biglietto sigillato contenente il nome dell'autore, e contrassegnato all'esterno dalla medesima epigrafe del manoscritto, e dovranno pure essere inviati franchi di spesa al segretario degli atti dell'Accademia, il quale ne rilascierà ricevuta.

Gli scritti e libri non premiati saranno restituiti a chi presenterà la ricevuta del segretario, dopo avere bruciati i biglietti contenenti i nomi.

Il Segretario degli atti
G. BUONAZIA.

PROGRAMMA DI CONCORSO
al premio RAVIZZA *per l'anno* 1869.

La Commissione appositamente istituita per il premio annuale fondato dal dott. Carlo Ravizza propone per l'anno 1869 il seguente tema:

« Esaminata l'istituzione del giurì quale è
« stabilita dalla legislazione penale d'Italia, ed
« esposti i risultamenti che se n'ebbero in que-
« sti anni, cercare se essa risponda al suo scopo,
« ed indicare se e quali modificazioni sarebbero
« da introdursi per meglio raggiungerne lo
« scopo. »

Il premio è di mille franchi da corrispondersi all'atto della pubblicazione del lavoro premiato.

Ad ogni italiano è dato concorrere.

I lavori dovranno essere scritti in lingua italiana, inediti, anonimi, e contrassegnati da un motto da ripetersi sopra una scheda suggellata contenente il nome e l'indirizzo del concorrente.

L'ultimo giorno di novembre 1869 è termine fisso per la presentazione dei lavori da spedirsi franco di porto alla presidenza del liceo Beccaria in Milano.

L'autore dello scritto premiato ne conserverà la proprietà purchè lo pubblichi entro un anno, preceduto dal rapporto della Commissione.

I nomi dei concorrenti non premiati resteranno ignoti.

Milano, dalla presidenza del liceo Beccaria, 24 novembre 1868.

I membri della Commissione.

Pietro Rotondi, *presidente* — Cesare Cantù — Felice Manfredi — Alessandro Pestalozza — Francesco Restelli — Giuseppe Sacchi.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 18.

Chiusura della Borsa.

	17	18
Rendita francese 3 %	70 35	69 90
Id. italiana 5 %	57 55	56 62
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete	416 —	412 —
Obbligazioni	227 50	227 —
Ferrovie romane	53 75	52 —
Obbligazioni	121 —	119 —
Ferrovie *Vittorio Emanuele*	50 50	48 —
Obbligazioni ferr. merid.	152 50	151 —
Cambio sull'Italia	5 ½	5 ¾
Credito mobiliare francese	292 —	288 —
Obblig. della Regìa Tabacchi	428 —	426 —

Vienna, 18.

Cambio su Londra	120 50	— —

Londra, 18.

Consolidati inglesi	92 ½	92 ⅜

Parigi, 18.

La rendita italiana chiuse alla Borsa d'oggi a 56 55.

Parigi, 18.

La *Patrie* dice che i cambiamenti ministeriali d'oggi significano all'interno unità di direzione e all'estero una politica pacifica.

Madrid, 18.

Assicurasi che sia stata scoperta nella Navarra una cospirazione carlista. Furono fatti alcuni arresti.

Corfù, 16.

Corre voce che il Ministero abbia deciso di chiamare sotto le armi le riserve, di mobilizzare parzialmente la milizia, di formare dieci battaglioni di greci sudditi della Turchia, e ch'esso volesse invitare Garibaldi a prender parte alla guerra.

I giornali spingono il governo ad invadere l'Epiro, tostochè sia compiuta la rottura delle relazioni diplomatiche.

Le guarnigioni di Corfù e di Santa Maura, non che la milizia, ricevettero ordine di tenersi pronte.

Costantinopoli, 17.

(*Officiale*) — Il governo ottomano è fermamente deciso di non desistere dai suoi reclami e di mettere in esecuzione le sue minaccie.

Ieri vennero spedite nell'Arcipelago altre 4 fregate.

Costantinopoli, 18.

Non si conferma ancora la notizia che l'*Enosis* sia stato colato a fondo.

Costantinopoli, 18.

Assicurasi che, in seguito alle istanze del comandante francese Forbin, Hobbard pascià abbia deciso d'attendere istruzioni da Costantinopoli prima d'adottare misure coercitive contro l'*Enosis*.

Parigi, 19.

Il *Moniteur* smentisce la voce di uno scontro fra l'*Enosis* e un legno turco. L'*Enosis* rispose ai segnali di Hobbart pascià con un colpo di cannone, quindi si rifugiò nel porto di Sira; ma in seguito ai buoni uffici del comandante Forbin, Hobbart pascià dimostrò sentimenti di conciliazione coll'acconsentire a cessare il blocco e d'inseguire l'*Enosis* a condizione che la fregata *Hellas* conducesse l'*Enosis* sino al Pireo, ove le sue operazioni e imprese sarebbero deferite ai tribunali.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 18 dicembre 1868, ore 1 pom.

Il barometro si è alzato di 2 a 8 mm. nel nord e nel sud, e di 4 a 6 nel centro. La pressione è quasi ritornata alla media, cielo qua e là sereno, mare calmo.

Domina forte il vento di tramontana.

Le pressioni sono generalmente basse nel nord-ovest d'Europa dove venne un abbassamento di 7 mm.

Tempo variabile.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 18 dicembre 1868.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 759 3	mm 759 3	mm 758 7
Termometro centigrado	4 0	9,0	6,0
Umidità relativa	78 0	60,0	78 0
Stato del cielo	sereno e nuvoli	nuvolo	nuvolo
Vento direzione / forza	NO debole	NO debole	NO debole

Temperatura massima . . . . + 10,0
Temperatura minima . . . . + 2 0

SPETTACOLI D'OGGI.

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia A. Dondini e soci rappresenta: *L'uomo propone e la donna dispone.*

TEATRO DELLE LOGGE, ore 8 — La drammatica Compagnia francese diretta da Eugène Meynadier et E. Bondois rappresenta: *Le Demi-monde.*

TEATRO GOLDONI, ore 8 — La drammatica Compagnia della signora L. Bon rappresenta: *Margherita Wensell.*

TEATRO NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Compagnia di Lodovico Corsini rappresenta: *La gerla con Stenterello facchino.*

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 19 *dicembre* 1868)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0[0	god. 1 genn. 1869		56 90	56 80	57 05	57 »	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0[0 lib.	1 ott. 1868		»	»	77 40	77 25	»	»	»
Rendita italiana 3 0[0 . . . . . . »	id.		»	»	36 60	36 40	»	»	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0[0 »			82 »	81 90	»	»	»	»	»
Obb. 6 0[0 Regia Tabacchi 1868 Titoli provvisori (oro) . . . . . »		500	427 »	426 ½	»	»	»	»	»
Azioni Tabacco . . . . »									
Imprestito Ferriere 5 0[0 . . . . »	1 luglio 1868	840	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. del Tesoro 1849 5 0[0 p. 10 »	id.	480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana »	1 genn. 1868	1000	»	1630	»	»	»	»	»
Dette Banca Naz. Regno d'Italia »	1 luglio 1868	1000	»	»	»	»	»	»	1715
Cassa di sconto Toscana in sott. »		250	»	»	»	»	»	»	»
Banca di Credito italiano . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital. »							»	»	»
Azioni delle SS. FF. Romane . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0[0 (Antiche Centrali Toscane) . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 5 0[0 SS. FF. Centr. Tosc. »	1 luglio 1868	500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 5 0[0 delle suddette . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0[0 delle SS. FF. Rom. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. »	1 luglio 1868	420	»	»	»	»	»	»	»
Dette (dedotto il supplemento) . »	id.	420	210	209	»	»	»	»	»
Obblig. 3 0[0 delle suddette CD »		500	174	173	»	»	»	»	»
Obblig. 5 0[0 delle SS. FF. Mar. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Dette dedotto il supplemento) . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali . . . »	1 luglio 1868	500	270 »	268 »	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0[0 delle dette . . . . . . »	1 ott. 1868	500	162 »	161 »	»	»	»	»	»
Obb. dem. 5 0[0 in s. comp. di 12 »	id.	505	»	»	443	442	»	»	»
Dette in serie picc. . . . . . »	id.		»	»	»	»	»	»	»
Dette in serie non comp. . »		505	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli in oro (in sottoscrizione) . . . . »		150	121	120	»	»	»	»	»
Detto liberato . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
5 0[0 italiano in piccoli pezzi . . »	1 luglio 1868		»	»	»	»	»	»	»
3 0[0 idem . . . . »	1 aprile 1868		»	»	»	»	»	»	57 30
Imprestito Nazion. piccoli pezzi »			»	»	»	»	»	»	37 »
Nuovo impr. della città di Firenze in oro in sott.		250	»	»	»	»	»	»	77 ¾
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0[0 . . .		500	»	»	»	»	»	»	174
									405

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	26 55	26 50
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		105 80	105 60
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		21 18	21 16
								Sconto Banca 5 0[0			

PREZZI FATTI

5 0[0 56 95, 57 00 per fine corr. — Obbl. Tabacchi 426 ½ — Azioni SS. FF. Merid. 268, 267 p. f. corr. Obbl. dem. 5 0[0 442 p. fine corr. — Del nap. d'oro 21 19, 21 18, 21 16, 31 15 p. cont.

Il sindaco: A. MORTERA.

SEDICESIMO BILANCIO

DELL'AMMINISTRAZIONE COINTERESSATA DELLE REGIE MINIERE E FONDERIE DEL FERRO DI TOSCANA

Dal 1° luglio 1866 al 30 giugno 1867.

ATTIVO

Voce	Parziali	Totale
Contanti in diverse Casse . . . . . L.		4,780 12
Cambiali in portafoglio		100,779 96
Debitori diversi		641,718 34
Mercanzie, generi e materie prime in essere		1,240,339 79
Minerale di ferro e puletta . . . L.	224,045 26	
Ghisa o ferraccio	317,707 22	
Getti di 1ª e 2ª fusione	32,322 39	
Ferri sodi e sottili battuti al maglio	227,793 90	
Ferro cilindrato	85,296 21	
Carbone di legna e di pietra	198,921 18	
Generi d'approvvisionamento	56,662 43	
Generi per uso dei diversi uffizi	3,017 93	
Legnami diversi	29,815 03	
Materiali per costruzioni murarie	9,222 14	
Macchine diverse per la vendita	9,219 46	
Pietre refrattarie per i forni d'alta fusione	7,183 64	
Piantate d'alberi	6,297 15	
Rottura di ferri vecchi	298 40	
Foraggi, balle da carbone, lavori di ferro e di altri metalli, terra da formare, chiodagione, terre coloranti, acciaio A P, vagli ventilatori, pompe elevatrici, badili di ferro, ecc, ecc.	32,537 45	
	L. 1,240,339 79	
Spese in lavori da essere a carico degli utili degli anni futuri . . . L.		195,509 09
Spese per il pagamento dei coupons		13,345 36
Utili sperabili		869,028 26
Demanio - Conto compensazioni in ordine all'articolo 4° del contratto 16 ottobre 1858		30,240 »
Nuove costruzioni a Follonica, Cecina, Valpiana e Rio, Masserizie fisse e manuali, macchine e meccanismi, mobilia, capitali della condotta dei cavalli e buoi, di scuderia a Follonica e Cecina, arnesi diversi per le miniere dell'Elba, terreni ferriferi, acquisto della miniera di Manganese alla Spezia, ecc., ecc.		1,049,645 58
Ricchezza mobile		62,685 20
Imprestito Nazionale		161,680 »
		4,372,751 70

PASSIVO

Voce	Parziali	Totale
Demanio - Conto capitale in generi ricevuto all'epoca delle consegne . . L.		703,362 43
Tesoro - Conto capitale in contanti fruttifero per sole lire 252,000.		529,200 »
Capitale in contanti . . . L.	504,000 »	
Interessi di due anni a lire 252,000	25,200 »	
	L. 529,200 »	
Demanio - Conto capitale permanente ricevuto all'epoca delle consegne.		297,273 24
In masserizie fisse e manuali . . . L.	114,963 62	
In macchine e meccanismi	146,183 45	
In mobilia	36,126 17	
	L. 297,273 24	
Tesoro - Conto per la metà del godimento riservato al Governo sulle 12,000 cartelle (conto di contanti)		25,843 61
Tesoro - Conto ritenute sugli stipendi e pensioni degli impiegati (conto di contanti)		1,294 99
Demanio - Conto costruzioni approvate e restauri previsti all'epoca delle consegne		666,895 41
Per i lavori approvati e rimborsati a tutto il 30 giugno 1866 . . . L.	600,147 30	
Per le spese in restauri previsti fatte nell'esercizio 1865-66	6,412 75	
Per interessi di due anni alla ragione del 5 p. 0/0	60,335 36	
	L. 666,895 41	
Demanio - Conto fondo di riserva . . . L.		53,760 »
Demanio - Conto differenza di canone da pagarsi dall'amministrazione in ordine all'articolo 6° del contratto del 16 ottobre 1858		813,889 74
Demanio - Conto canone per le somme resultate dai bilanci (conto di contanti)		388,308 96
Tesoro - Conto differenza imprestito del 1851 per le somme accreditategli dall'amministrazione in ordine agli utili dei bilanci		261,158 63
Cartelle di godimento		11,092 21
Creditori diversi		192,902 10
Perdite presunte		17,021 92
Interessi sull'imprestito nazionale a tutto ottobre		4,550 »
Ritenuta fatta agli impiegati sulla tassa per la ricchezza mobile		5,196 74
Buoni fiduciarii in circolazione		10,000 »
Avanzi e disavanzi (sono gli utili)		391,001 72
Erogazione.		
Al fondo di riserva . . . L.	6,720 »	
A spese per il pagamento dei coupons	13,345 36	
Al Demanio conto canone per le somme resultate di bilanci	370,936 36	
	L. 391,001 72	
		4,372,751 70

Visto: *Per l'Amministratore Generale*
Luigi Vivarelli.

Il Ragioniere
Silvio Belli.

Dalla Ragioneria dell'Amministrazione Generale in Livorno

Li 2 decembre 1867

DIMOSTRAZIONE DEL CONTO AVANZI E DISAVANZI.

PROFITTI

Voce	Importo
Da ricavato di divisa estera . . . L.	16,552 02
Da minerale andante	197,249 88
Da minerale delle gettate	138,490 26
Da minerale di puletta	102 19
Da minerale di scarto	695 »
Da ferro crudo o ghisa	90,655 45
Da getti di 1ª e 2ª fusione	8,213 64
Da ferri sodi e sottili battuti al maglio	7,277 90
Dalle officine meccaniche	11,262 96
Da prodotti dei molini	12,116 85
Da bastimenti	368 52
Dal Demanio per la rata annua stabilita dall'articolo 4° del contratto 16 ottobre 1858	15,120 »
Da diversi per differenza di saldi	3,892 33
	502,027 »

PERDITE

Voce	Parziali		Totale
A diversi per sconti differenza di cambi, interessi, ecc. . . . L			53,338 76
A diversi per sconti e interessi . . . L.		7,917 78	
Al R. Governo sopra L. 858,560 05 al 5 p. 0/0		42,928 »	
A diversi per abbuoni, ecc.		2,492 98	
		L. 53,338 76	
A diversi per differenza di conti, ammortizzazioni, ecc.			43,788 85
Ammortizzazioni annue . . . L.		21,472 57	
Sopra i capitali fissi . . . L.	11,758 85		
Sopra i lavori da essere a carico degli utili degli anni futuri	9,713 72		
	L. 21,472 57		
Perdita sul ferro cilindrato . . . L.		2,797 64	
Spese d'amministrazione generale		19,518 64	
		L. 43,788 85	
A diversi per differenza di saldi . . . L.			13,897 67
A utili			391,001 72
			502,027 »

Concorda con l'originale approvato dal Ministero delle Finanze (Direzione Generale del Demanio e delle Tasse) in ordine alla risoluzione del dì 27 novembre 1868, n. 108388/21774.

Dalla Segreteria della Commissione temporanea per la revisione delle regie amministrazioni toscane a tutto l'anno 1861.

Firenze, li 3 dicembre 1868.

Il facente funzione di Segretario
Giuseppe Landi.

4020

Comunità di Castiglion della Pescaja

A V V I S O.

Essendo tuttora vacante una delle condotte medico-chirurgiche di questo capoluogo, alla quale è annesso l'annuo stipendio di L. 2,000, più L. 80 di indennità di quartiere, e quella del comunello di Buriano, a cui è unito l'annuo appuntamento di L. 1,600, più l'uso del quartiere di proprietà comunale, s'invitano tutti coloro che bramassero concorrere ai posti che sopra a far pervenire franche di posta le proprie istanze corredate delle respettive matricole, quant'altro, ecc., entro il tempo e termine di giorni 15 dalla data d'inserzione del presente.

Il quaderno d'oneri, subordinatamente al quale verrà proceduto al conferimento di tali condotte, trovasi ostensibile nella segreteria comunale, e ne sarà spedita copia a chiunque ne farà richiesta.

Castiglione, dalla casa comunale li 13 dicembre 1868.

4094 — *Il Sindaco*: G. SPADINI.

Accettazione d'eredità
con benefizio d'inventario.

Con atto del giorno decorso, ricevuto dal sottoscritto, la signora Giulia del fu signor Luigi Cantagalli, vedova del fu avvocato Pier Cantino Cantini, come avente la patria potestà sopra la propria figlia Paolina, ed anche in proprio, ha dichiarato di accettare con benefizio d'inventario l'eredità lasciata dal detto fu signor avvocato Cantino Cantini decesso a Tunisi li 8 settembre 1868.

Dalla cancelleria della pretura di S. Giovanni, quarto mandamento di Firenze.

Li 18 dicembre 1868.

4147 — E. Manzuoli, canc.

STABILIMENTO BALNEARIO D'ACQUI

Avviso di locazione.

Il comune d'Acqui, divenuto proprietario di questo grandioso Stabilimento, si propone di ristorarlo a dovere e di apportare le convenienti migliorie e talune utili innovazioni nel servizio delle operazioni termali. Ha parimenti provveduto perchè nella prossima stagione balnearia (1° maggio) sieno aperti a disposizione degli accorrenti due nuovi ed ampi padiglioni che saranno eretti a lato dell'edifizio principale, ad uso specialmente di caffè, sale di refezione, di conversazione e di lettura; onde avverrà che i locali attualmente vincolati a questi servizi si troveranno convertiti in sedici ampie camere da letto. Riveduto poi in alcune parti il capitolato in vigore, furono ridotti gli oneri e migliorate sensibilmente le condizioni dell'impresa.

Volendo adesso questo municipio cedere per appalto la locazione a lunga data di detto Stabilimento, in base ad analogo capitolato, si avverte il pubblico che l'Amministrazione accetterà quelle offerte private che le verranno fatte prima dell'esperimento dell'asta, e così senza molto indugio, da persone favorevolmente conosciute per attitudine e responsabilità, ed a condizioni eque si disporrà a stipulare senz'altra formalità il relativo contratto.

Per norma degli accorrenti si avverte che il capitolato è visibile negli uffici di segreteria, e che il canone d'affitto nello scorso triennio era di lire 30,000 annuali.

Acqui, 14 dicembre 1868. — *Il Sindaco*: FURNO. — 4139

Diffida. Con brevetto d'invenzione e privativa il Ministero d'agricoltura, industria e commercio accordò al signor Giulio Fornara, abitante in Firenze, Lung'Arno Nuovo, 34, di valersi dei diritti espressi all'art. 1° e successivi della legge sulle privative industriali 30 ottobre 1859, per un trovato che ha per titolo:

Boschi cellulari-chiusi-portatili per bachi da seta.

A mente quindi del disposto della precitata legge, il suddetto signor Giulio Fornara *diffida* sotto pena dei danni e spese (art. 94 e successivi della detta legge) tutti coloro che volessero direttamente costrurre per uso proprio, od indirettamente far costrurre e vendere a terzi i suddetti boschi cellulari per bachi da seta, che avessero una o più delle qualità del bosco cellulare pel quale l'inventore signor Giulio Fornara ottenne la privativa, qualità indicate in numero di tre come per sommi capi nel tenore della privativa medesima. 4142

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI

Settimana 50ª *dell'anno* 1868. — 4067

	NUMERO dei versamenti	NUMERO dei ritiri	VERSAMENTI	RITIRI
Risparmi	461	260	75,976 22	60,829 32
Depositi diversi	29	27	86,726 56	88,796 77
Casse affiliate di 1ª classe in conto corr.		»	16,500 »	120 »
Casse affiliate di 2ª classe idem	»	»	5,100 »	»
Associazione italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze		»		»
Somme	»	»	184,301 78	149,746 09

SOCIETÀ ANONIMA PER VENDITA DI BENI DEMANIALI
AGENTE A NOME E PER CONTO DELLE FINANZE NAZIONALI

Provincia di Macerata

DIREZIONE DEL DEMANIO E DELLE TASSE SUGLI AFFARI IN ANCONA

Avviso d'asta.

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 agosto 1862, n. 793, che viene eseguita dalla Società suddetta a termini della convenzione approvata con legge 24 novembre 1864, n. 2006.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno di giovedì 31 dicembre prossimo venturo si procederà in una delle sale della Regia prefettura di Macerata dal signor prefetto o da chi sarà da esso delegato, coll'intervento del ricevitore del Registro quale rappresentante della suddetta Società, al pubblico incanto per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo offerente dello stabile descritto al numero 6 dell'elenco pubblicato nel giornale ufficiale della provincia di Macerata *Il Vessillo delle Marche* del giorno 20 settembre 1865, numero 112, i cui relativi documenti trovansi depositati presso gli uffici della sullodata R. prefettura.

Lo stabile che si pone in vendita consiste in un fondo rustico posto nel comune di San Severino, diffusamente descritto nel sopracitato elenco, e qui appresso indicato, cioè:

Comune di San Severino.

N° 6 dell'elenco. — Possessione proveniente dai PP. Cistercensi di San Lorenzo, colonia Palazzesi Sante detto Francescò. Terreni seminativi nudi, seminativi vitati, pascolivi, prativi o boscati, con casa colonica, con altro fabbricato padronale, distinto in mappa ai numeri 29, 34, 35, 37 al 55, 60 al 69, 114, 182, 184, 187, della superficie di ettari 108, 72, 90, in estimo L. 27,146 10.

L'asta sarà aperta sul prezzo di estimo di lire 53,174 17.

Ogni offerta non potrà essere minore di lire 200.

Per essere ammessi a prender parte all'asta gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura dell'incanto depositare in mani del funzionario incaricato di assistere all'asta, in danari o in titoli di credito, una somma corrispondente al decimo del valore estimativo del lotto al cui acquisto aspirano.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nei capitolati generale e speciale di cui sarà lecito a chiunque di prender visione negli uffici della suddetta Regia prefettura.

L'incanto sarà tenuto col mezzo di pubblica gara.

A termini dell'art. 2 della Convenzione suddetta non si farà luogo in caso di deserzione dell'esperimento alla ripetizione degli incanti prescritta dall'art. 4 della legge 21 agosto 1862, n° 793.

Ancona, 19 novembre 1868.

Per detta Direzione
Il primo Segretario: MARIANI.

4050

Avviso.

Il sindaco della comunità di Montecatini (Lucca) in ordine al disposto dell'articolo 4 della legge 25 luglio 1865, n. 2359, e del partito consiliare 26 novembre 1868, n. 205, visto alla superiore prefettura li 3 dicembre stante:

Fa noto

Esser depositata nella segreteria di quest'uffizio comunale la dimanda di questo municipio corredata della relativa perizia per la espropriazione a causa di pubblica utilità di terreni di proprietà signora Maria vedova Ragnoni, fratelli Carlo ed Orazio Grandi, fratelli Filippo e Pietro Cerchi, fratelli Gori e fratelli Giannini, lungo il torrente Nievole, per la traslocazione delle strade comunali della Nievole e dei Molini o Marlianese per metri quadrati 14100.

Tali documenti saranno ostensibili entro 15 giorni dalla pubblicazione del presente; chiunque abbiavi interesse potrà prenderne cognizione ed avanzare i suoi reclami.

Montecatini, dalla residenza comunale, li 14 dicembre 1868.

Il sindaco
4118 — F. I. Bacci

Eredità giacente Stefanelli

Estratto di decreto.

Il regio pretore del mandamento di Pontedera;

Omissis

Nomina il signor Gabbriello Arcolini di Pontedera a curatore della eredità giacente di Faustino del fu Luca Stefanelli, morto in Pontedera senza figli nel dì 17 agosto 1865, colle facoltà di legge e con obbligo di prestare il prescritto giuramento alla udienza del giorno 14 dicembre corrente, ed ordina al cancelliere di questo tribunale l'affissione di questo decreto alla porta esterna di questa pretura entro giorni due, e l'inserzione in estratto nel Giornale ufficiale del Regno a forma di legge.

Pontedera, li 10 dicembre 1868.
Il pretore, Passerini.
G. Mariotti, canc.

Per estratto conforme all'originale:
Dalla cancelleria della pretura di Pontedera.

Li 14 dicembre 1868.

Il cancelliere
4121 — Dott. G. Mariotti.

4146 Avviso.

Il sottoscritto cancelliere alla pretura del mandamento primo in Firenze rende noto al pubblico che il signor Ulisse del fu ing. Luigi Collina con dichiarazione emessa nella cancelleria del mandamento antedetto li 11 decembre stante, debitamente registrata il 14 decembre detto, dichiarò di accettare col benefizio di legge e d'inventario la eredità relitta dal fu avvocato Giuseppe del fu Tommaso Collina

Li 18 decembre 1868.

C. Alessandri.

4144 Avviso.

Il sottoscritto cancelliere della pretura del mandamento primo in Firenze rende pubblicamente noto che il signor Olinto del fu Cesare Lori, maestro scarpellino e possidente domiciliato in Firenze, non tanto in proprio quanto come mandatario generale della signora Giuseppa del fu Pietro Fortini vedova Lori qual madre e legittima amministratrice di Guglielma, Adolfo, Tito e Amerigo Lori, e di Artemia di detto fu Cesare Lori maggiore di età, con dichiarazione emessa nella cancelleria del mandamento antedetto li 12 decembre anno cadente, debitamente registrata, dichiarò in proprio e ne'nomi suddetti di adire col benefizio di legge e d'inventario la eredità relitta dal più volte rammentato Cesare del fu Guglielmo Lori decesso in Firenze il 16 agosto 1868.

Li 18 dicembre 1868.

C. Alessandri.

4143 Avviso.

Per istrumento del dì 30 settembre 1867, rogato da ser Pietro Beltrami, registrato in Prato, Toscana, il 15 novembre successivo, volume sesto, foglio 38, n. 402, il signor Francesco del fu Giuseppe Reali, possidente e farmacista domiciliato in Prato, conferì al sottoscritto Evaristo Reali di lui figlio con esso convivente, non solo l'amministrazione del di lui patrimonio e delle di lui taverne commerciali poste in detta città e al Poggio a Cajano, ma anche l'autorizzazione a fare in nome e per conto di esso signor Francesco Reali qualunque relativa operazione attiva o passiva di credito o debito non esclusa la costituzione di qualsiasi pegno e ipoteca.

19 decembre 1868.

Evaristo Reali

4153 Assenza.

Con provvedimento del tribunale civile di Biella proferto il 24 febbraio 1865, sull'istanza delli Gio. Battista e Giuseppe fratelli fu Bernardo Orla da Graglia, ammessi al beneficio della gratuita clientela, si ordinò che siano assunte informazioni intorno all'assenza dell'Andrea Orla fu Gio. pure da Graglia, partito per l'armata francese nell'anno 1811, e ciò dietro all'istanza fatta delli predetti fratelli Orla, onde ottenere dichiarata l'assenza dello stesso Orla Gio.

Il presente estratto viene pubblicato nuovamente a senso dell'art. 23 del Codice civile e di altro provvedimento dello stesso tribunale in data 20 aprile 1868.

Biella, li 14 dicembre 1868.

Soto Felice, proc. capo.

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA